Reprint des Cahiers pour l'histoire du CNRS, 9 - 1990

Prix Nobel de médecine en 1912, auteur d'un best-seller à retentissement mondial L'homme, cet inconnu paru en anglais et en français en 1935, Alexis Carrel assura pendant deux ans et demi environ - de 1942 à 1944 - en pleine guerre, dans la France occupée, les fonctions de Régent de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains.

Crée comme "établissement public de l'Etat doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière" par une loi du 17 novembre 1941, la Fondation française pour l'étude des problèmes humains "dite Fondation Carrel" s'était vu assigner une double mission: étudier "sous tous les aspects (les) mesures propres à sauvegarder, améliorer et développer la population française"[1] et "synthétiser des efforts poursuivis en dehors d'elle ou dans son sein et développer la science de l'homme"[2].

Que l'oubli et le discrédit aient recouvert à la Libération une création du gouvernement de Vichy ne doit pas surprendre. Mais plus de quarante ans après la guerre le temps n'est-il pas venu de chercher à définir la place et le rôle de cette institution originale et mal connue dans l'histoire des sciences sociales et humaines en France ?
Comment ne pas souligner d'emblée les dimensions de l'entreprise, l'intérêt de la démarche et de l'oeuvre accomplie, la diversité de ses prolongements ?

En janvier 1944, les effectifs de la Fondation dépasseront deux cent cinquante personnes. Quant aux moyens mis à la disposition d'Alexis Carrel, qu'il suffise ici de mentionner un budget initial de quarante millions de francs (soit l'équivalent de 43 600 000 francs de 1987); des locaux et des laboratoires dispersés dans Paris et la région parisienne.

Tout en cherchant à développer l'esprit de synthèse et la "pensée collective" la Fondation a acclimaté en France des méthodes de recherche empirique et

[1] Loi du 14 janvier 1942, article 1.
[2] Cahiers de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains n° 1, p. 9.

expérimentale -comme les enquêtes par sondage déjà pratiquées aux Etats-Unis- contribuant à réaliser ainsi ce que l'on pourrait appeler une "greffe" d'ordre méthodologique.

Compte-tenu de la brièveté de son existence officielle et des circonstances exceptionnelles de l'époque, l'oeuvre scientifique est loin d'être négligeable: mentionnons les analyses démographiques de Robert Gessain, Paul Vincent, Jean Bourgeois, les études pionnières de Jean Sutter sur la nutrition, les travaux sur l'habitat de l'équipe de Jean Merlet, les enquêtes par sondage réalisées pas l'équipe de Jean Stoetzel, les travaux et les publications du département de biosociologie dirigé par François Perroux sans oublier la grande enquête dite des cent mille enfants.

Enfin parmi les prolongements de la Fondation on citera en premier lieu l'Institut national d'études démographiques et avec lui la constitution d'un des pôles de recherche les plus actifs et les plus féconds dans le secteur des sciences sociales et humaines en France. En dehors de l'INED d'autres initiatives et d'autres réalisations relèvent de l'héritage de la Fondation: le lancement en 1947 par le Dr André Gros ancien vice-régent de la Fondation du groupe des "conseillers de synthèse"; la création conjointe dix ans plus tard par le Dr André Gros et Gaston Berger du groupe et de la revue Prospective; la grande enquête multidisciplinaire de la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique (DGRST) sur Plozevet, entreprise en 1960 à l'initiative de Robert Gessain et de Jean Sutter; les Entretiens de Monaco sur les sciences humaines sans oublier la contribution d'anciens de la Fondation à la mise en place sur le plan national et international de la médecine du travail et l'impulsion donnée aux recherches ergonomiques.

Quand on aborde l'étude de la Fondation Carrel, on est d'emblée confronté à des discours et à des sources très différentes:
- Les textes officiels présentent la Fondation comme une institution scientifique spécialisée dans l'étude des problèmes de population et orientée vers la construction de la science de l'homme. Cette science dont l'édification suppose la conjonction d'une méthodologie de type expérimental et la synthèse de connaissances partielles devrait permettre de "reconstruire" l'homme et la société ébranlés par la crise des années trente qui, pour Carrel, était une crise de la civilisation.

- A l'inverse du discours officiel, le "discours" privé d'Alexis Carrel notamment dans sa correspondance avec sa famille exprime des doutes sur la possibilité d'atteindre les objectifs qu'il s'était fixés et qui allaient bien au-delà de la production des connaissances puisqu'il cherchait à réaliser ce que Renan appelait une "réforme intellectuelle et morale". En apprenant à des hommes jeunes à travailler ensemble, à coopérer, à faire oeuvre commune le but était de préparer une petite élite à participer à la direction du pays après la guerre. Dans cette perspective l'oeuvre scientifique s'estompe au profit de la visée politique et éducative.

- En troisième lieu les témoignages des anciens de la Fondation révèlent d'autres aspects de l'entreprise et permettent de poser une question essentielle: la Fondation a-t-elle été un creuset intellectuel et un des pôles de développement des sciences sociales et humaines en France ou seulement un organisme chargé de distribuer des bourses de recherche et des moyens de travail à des hommes et des femmes qui avaient des projets et des idées et les auraient réalisés avec ou sans Fondation?

Pour répondre, encore faut-il distinguer au moins deux catégories à l'intérieur du groupe des anciens. Manifestement pour un petit nombre d'entre eux mais un petit groupe qui compte le passage par la Fondation a représenté un temps fort de l'existence. L'apprentissage des méthodes de "pensée collective" et de nouvelles démarches empiriques et expérimentales ont été autant d'acquis qu'ils s'efforcèrent après la guerre de faire fructifier. Au nombre de ces anciens profondément marqués par la Fondation, il faut ranger Jean-Jacques Gillon, Robert Gessain, André Gros, Jacques Ménétrier, Jean Sutter ainsi que Jean Stoetzel et Alain Girard.

Et puis il y a les autres, la grande majorité, pour qui la Fondation n'a été qu'un moment ou un épisode sans signification particulière. Face à cette diversité de points de vue, on a cherché à combiner et à croiser une démarche de type historique reposant sur la critique des sources et des témoignages avec une perspective d'analyse sociologique impliquant la confrontation permanente des notions et des concepts -comme par exemple celui d'institutionnalisation- aux données historiques.

Dans un premier temps on analysera le processus historique qui conduit à la création de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains avant d'examiner l'institution pendant la durée de son existence officielle (1942-1945). Enfin on s'interrogera sur l'héritage de la Fondation à la Libération et les conséquences de sa reprise par l'Institut national d'études démographiques.

En un sens la Fondation est issue d'un livre d'Alexis Carrel L'homme, cet inconnu publié en 1935 en français et en anglais ou plus précisément du succès de ce livre. Succès extraordinaire (plus d'un million d'exemplaires en français, des dizaines de tirages aux Etats-Unis en quelques années, plus d'une vingtaine de traductions dans le monde entier). Succès durable puisque le livre continue de se vendre. Succès populaire enfin pour un livre qui ne se résume pas comme le disait Carrel parce qu'il est déjà le résumé de plusieurs livres et qui n'est ni un traité philosophique, ni un ouvrage scientifique classique, ni une oeuvre de fiction.

Livre inclassable en tout cas comme l'a noté finement Jean Rostand:

"De ce grand découvreur, de ce subtil technicien, nous n'avions eu jusqu'à présent que des notes précises et sèches, des mémoires riches de faits et voici tout à coup qu'il se révèle philosophe, moraliste, voire prophète par un grand livre sur l'homme. Ouvrage étonnant qui ne ressemble à aucun autre, qui tient ensemble du traité, de l'essai, du pamphlet et du poème, qui fait penser à quelques discours sur la méthode où se retrouveraient en une synthèse savoureuse et inattendue Nietzsche et Renan, Auguste Comte et Brunetière, Bergson, le Professeur Grasset et Georges Duhamel"[3].

Dans L'homme, cet inconnu Alexis Carrel a exposé à plusieurs reprises sa conception d'une science de l'homme qui serait "la synthèse des connaissances parcellaires": "le gigantesque amas de connaissances est disséminé dans les revues techniques, dans

[3] Jean Rostand, "L'homme, cet inconnu": à propos du livre du Docteur Carrel in Revue hebdomadaire, n°46, 44 année, Librairie Plon, 1935.

les traités, dans les cerveaux des savants. Chacun n'en possède qu'un fragment. Il faut à présent réunir ces parcelles en un tout et faire vivre ce tout dans l'esprit de quelques individus. Alors la science de l'homme deviendra féconde"[4].

Parmi les disciplines s'occupant de l'homme, la médecine jouit aux yeux d'Alexis Carrel d'un statut privilégié qui doit lui permettre de regrouper et d'unifier les savoirs dispersés et morcelés: "Grâce à l'anatomie, à la physiologie, à la psychologie et à la pathologie, la médecine possède les bases essentielles de la connaissance de l'homme. Il lui serait facile d'élargir ses vues, d'embrasser outre le corps et la conscience, leurs relations avec le monde matériel et mental, de s'adjoindre la sociologie, de devenir par excellence la science de l'être humain"[5].

Toutefois, l'objectif n'était pas seulement de favoriser la collaboration théorique des disciplines mais aussi leur regroupement dans des institutions de recherche nouvelles où un petit nombre de savants travailleraient ensemble sans programme préétabli à l'avance:

" les questions qui intéressent des centaines de milliers d'individus et l'avenir de la civilisation ne peuvent être laissés sans réponses. Ces réponses doivent s'élaborer dans des instituts de recherche consacrés à la science de l'homme"[6].

Dans un autre extrait du livre apparaît la notion de "problèmes humains"[7] qui allait être reprise dans le nom même de la Fondation: " Nous savons que la solution des problèmes humains est lente, qu'elle demande la vie de plusieurs générations de savants. Et qu'il y a besoin d'une institution capable de diriger de façon ininterrompue les recherches d'où dépend l'avenir de notre civilisation. Nous devons donc chercher le moyen de donner à l'humanité une sorte d'âme, de cerveau immortel qui intégrerait ses efforts et donnerait un but à sa marche errante. La création d'une telle institution constituerait un événement de grande importance sociale. Ce foyer de pensée serait composé comme la Cour Suprême des Etats-Unis d'un petit nombre d'hommes.

Ces idées seront reprises et développées dans de nombreux projets d'institution rédigés de 1935 à 1939 et dans le fameux discours de Dartmouth Collège en 1937 sur "la construction des hommes civilisés", où certains voient les prémisses de la Fondation.

Toutes ces propositions s'éclairent si on les rapproche et les confronte aux autres réflexions et recherches contemporaines.
Dans un article intitulé "La Science de l'homme" publié en 1942 et dans sa correspondance Alexis Carrel cite le nom de Jean Coutrot, polytechnicien, fondateur du Centre polytechnicien d'études économiques et du Centre d'étude des problèmes humains[8]. Une chose est sûre la filiation comme l'emprunt par Carrel de la notion de

---

[4] L'homme, cet inconnu, Paris, Plon, 1935, p. 343.
[5] Ibid, p.345
[6] Ibid, p.351
[7] Ibid, p.353
[8] Le centre d'étude des problèmes humains réunissait à partir de 1936 autour de J. Coutrot, l'écrivain A. Huxley, l'historien R. Focillon, l'économiste G. Guillaume, H. Dubreuil, J. Ullmo, A. Sauvy, P. Teilhard de Chardin, S. Tchakhotinek participèrent également aux réunions organisées à l'abbaye de Pontigny.

problèmes humains. Les deux hommes avaient été mis en relation par André Missenard, polytechnicien avec Jean Coutrot, auteur d'un livre sur "L'homme et le climat" préfacé par Alexis Carrel et futur Vice-Régent de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains.

Les archives de J. Coutrot contiennent plusieurs lettres éclairant les relations entre A. Carrel et le Centre d'étude des problèmes humains, fondé par J. Coutrot, notamment une lettre d'A. Carrel à J. Coutrot datée du 26 Août 1939 et écrite à Saint-Gildas par Penvenan :

"Cher Monsieur,

J'espère que vous avez continué cette année vos travaux si intéressants, et le développement du Centre pour l'étude des problèmes humains. Si vous avez publié de nouveaux articles, je vous serais reconnaissant de m'en envoyer des tirages à part. Car, je désire beaucoup suivre votre effort.

Veuillez bien recevoir, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments."

Signé: A. Carrel

Dans sa réponse datée du 28 Août 1939, J. Coutrot déclarait:

"Je suis très heureux d'avoir de vos nouvelles. Bien entendu nous avons beaucoup travaillé au C.E.P.H. et je vous envoie sous pli séparé quelques unes de mes publications les plus récentes parmi les nôtres ou celles de nos amis.

Nous aurons grand plaisir à recevoir également les vôtres ou mieux encore à vous voir quand vous traverserez Paris -ce qui arrivera certainement- En particulier nous pourrons vous communiquer la sténo de quelques unes des sessions plénières à Pontigny.

Veuillez agréer, Mon cher Docteur, l'expression de nos plus sympathiques et "transhumanistes" sentiments (vous trouverez dans mes textes, l'explication de cet indispensable néologisme)."

Signé: J. Coutrot

Toutefois c'est A. Missenard qui a joué le rôle essentiel dans la relation entre A. Carrel et J. Coutrot. Entre 1937 et 1939, six lettres ont été adressées par A. Missenard à J. Coutrot:

- 1ère lettre: du 30 septembre 1937 où il est écrit: "j'ai parlé récemment de votre organisation avec le Docteur Carrel".

-2ème lettre: du 24 janvier 1938 -A. Missenard passe commande d'un exemplaire du Document n°1 du C.E.P.H. "Entretien sur les sciences de l'homme".

-3ème lettre: du 5 février 1938 -confirmant l'adhésion au C.E.P.H. en qualité de membre associé.

-4ème lettre: du 17 août 1938 -"je trouve votre aimable lettre du 9 courant en rentrant de Bretagne où j'ai passé quelque temps avec le docteur Carrel à l'île St Gildas... A. Missenard s'excuse de ne pas pouvoir participer à la rencontre prévue à l'automne à Pontigny.

-5ème lettre: du 5 juin 1939 - A. Missenard demande de recevoir les comptes-rendus des travaux du C.E.P.H.

-6ème lettre: du 28 juin 1939 -... "je déplore toujours que l'absence de temps ne me permette pas de participer directement à vos travaux, mais vous savez avec quel intérêt je les suis..."

Même si A. Carrel et A. Missenard n'ont pas participé directement et personnellement aux entretiens qui furent organisés à partir de 1936 à l'abbaye de Pontigny et dont seul le premier a été publié sous le titre d'Entretien sur les sciences humaines, ils connaissaient le programme des recherches et des travaux qui y ont été conduits et qu'il est intéressant de rapprocher de celui de la Fondation. Qu'on en juge par cette Introduction de quatre jours à une série de recherches collectives visant à étendre aux problèmes de l'homme -individuel et social- la connaissance solide que nous avons déjà de l'univers des choses (du mercredi 29 juillet au dimanche 2 août).

Le développement des personnes humaines n'est plus aujourd'hui autonome: de la première heure du jour à celle du sommeil, quand il est assiégé presque dans sa demeure par le déchaînement des techniques de suggestion: livres, presse, phono, radio, cinéma, télévision bientôt, au service de l'éducation, de la publicité, de la propagande. Ce déchaînement est anarchique dans les pays capitalistes où il vise à faire préférer telle marque de cigarettes ou des pâtes alimentaires à telle autre,; il est systématique dans les pays à dictature, où il vise à fabriquer des enfants, à déformer des hommes, conformément au schéma gouvernemental. Dans le premier cas il est absurde; dans le second téméraire et dangereux...

Le déchaînement des techniques perturbe à chaque instant le développement de la personnalité, développement dont nous ignorons encore les lois car les sciences de l'homme qui lui donneraient le pouvoir sur lui-même ont un inquiétant retard par rapport aux sciences de la nature qui en trois siècles lui ont donné le pouvoir sur les choses. Ce décalage est à la source des déséquilibres contemporains. La première et la plus urgente des tâches semblerait donc être de rassembler les spécialistes des sciences et des activités humaines: biologie, physiologie, médecine, psychotechnique, philosophie, sociologie, industrie, économie politique etc... aujourd'hui presque toutes encore dans l'enfance et d'énoncer clairement avec leur concours le problème capital: puisque l'homme, après avoir transformé son milieu commence à pouvoir agir sur lui-même, et en fait agit, comment rendre cette action inoffensive et si possible féconde? Puisque l'évolution de l'espèce l'a conduite jusqu'au niveau présent, comment peut-on en concentrant sur les problèmes humains nos pouvoirs tout neufs et sans cesse croissants, l'orienter et l'accélérer vers des types humains aussi supérieurs à nous que nous le sommes nous-mêmes aux hommes de Chelles et de Néandertal?...

Cette liaison Carrel-Coutrot a alimenté -par la suite- toute une campagne sur le thème de la synarchie et certains sont allés jusqu'à faire de la Fondation l'un des instruments du complot synarchique.

A côté du Centre de Jean Coutrot, d'autres groupes de réflexion voyaient aussi dans les sciences sociales et humaines un recours possible contre la crise. Citons, entre autres, le Centre de Documentation Sociale de l'Ecole Normale Supérieure fondé par Célestin Bouglé en 1920 où se retrouvaient à la fin des années trente Raymond Aron, Georges Friedmann, Jean Stoetzel, Robert Marjolin, Raymond Polin, le Centre de synthèse d'Henri Berr[9], ou encore l'Institut de coopération intellectuelle dans le sillage de la S.D.N.[10] sans oublier le Collège de sociologie fondé en 1938 et animé par Georges Bataille.

Toutefois, bien que des projets d'institut de l'homme aient été élaborés ou esquissés avant la guerre, il n'est pas douteux que la Fondation n'aurait pas vu le jour sans la défaite et la catastrophe du printemps 1940. En effet, l'effondrement de toutes les institutions et le vide intellectuel et moral qui en découlaient laissaient le champ libre à des initiatives comme celle de la Fondation qui, présentait en outre l'avantage de recouper par l'accent mis sur la sauvegarde et l'amélioration de la population les préoccupations natalistes et familiales du premier Vichy.

Sur les circonstances exactes de la naissance de la Fondation, force est de constater d'emblée la persistance de sérieuses divergences dans les récits des témoins et des acteurs. La question majeure qui se pose à ce propos pourrait être formulée de la manière suivante: Alexis Carrel a-t-il pris l'initiative de cette création[11] ou bien s'est-il laissé convaincre par des amis de tenter une telle aventure[12]? A ce stade des repères chronologiques sont indispensables.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, Alexis Carrel qui se trouve en France décide de rester et de se mettre au service de son pays. Par l'intermédiaire du sénateur Pierre Even il prend contact avec le ministre de l'armement, Raoul Dautry et entre à son cabinet avec le titre de haut conseiller technique chargé d'étudier les problèmes de transfusion sanguine. Grâce au soutien de Raoul Dautry, Carrel fait construire un laboratoire de recherche dans le parc de Garches. L'inauguration était prévue le 10 mai 1940 ! Carrel n'attend pas cette inauguration. Il repart aux Etats-Unis d'où, il reviendra une seconde fois en janvier 1941 en compagnie de M.J. Johnson, ancien dirigeant en France de l'American Volunteer Ambulance Corps, qui lui avait proposé quelque mois plus tôt de monter un hôpital mobile et qui cette fois apportait des vitamines aux populations éprouvées par la guerre. Or il est à noter que le deuxième retour d'Alexis Carrel se situe quelques semaines après l'arrivée à Vichy de l'Amiral Leahy, nouvel ambassadeur américain auprès du gouvernement du Maréchal Pétain.

---

[9] On se reportera à l'article de Giuliana Gemelli "Communauté intellectuelle et stratégies institutionnelles; Henri Berr et la fondation du Centre international de synthèse", Revue de synthèse, IV série, n° 2 avril-juin 1987.

[10] Fondé le 9 août 1925, l'Institut international de coopération intellectuelle eut -pendant la durée de son activité (1926_1946) trois directeurs successifs- J.Luchaire (1925-1931), H. Bonnet (1931-1944) et J.J. Mayoux (1945-1946). Il publia, entre autres, un bulletin intitulé d'abord Bulletin de la Section d'information et de documentation de l'Institut (1926-1928) puis La coopération intellectuelle (1931-1939), enfin La coopération intellectuelle internationale, 1945-1946.

[11] Comme l'affirme le Dr J.J. Gillon dans le chapitre consacré à la Fondation du volume d'Hommage à J. Stoetzel, op. cit. P; 259 : "C'est ainsi qu'arrivé en France, il milita pour la création d'un organisme multidisciplinaire inspiré de l'Aristote composite dont il avait fait mention dans la préface de la dernière édition américaine de L'Homme, cet inconnu.

[12] Cette thèse est défendue notamment par André Missenard dans un chapitre inédit de ses Mémoires et dans un texte intitulé Sombres souvenirs. La vérité sur le séjour d'Alexis Carrel en France de 1941 à 1944, Journal de médecine de Lyon, juin 1980, p.397 à 411.

Les deux hommes se rencontrent à Vichy, avant que le 16 mars 1941 Alexis Carrel ne soit reçu par le Maréchal Pétain.

Venu apporter une aide à l'enfance malheureuse, Alexis Carrel poursuit sa mission d'observation dans les départements de la zone libre sans perdre de vue l'idée du retour aux Etats-Unis. L'intervention d'André Missenard, du Dr André Gros et du Dr Jacques Ménétrier se situerait précisément au moment où Alexis Carrel s'apprêtait à repartir. André Missenard a relaté de la manière suivante son intervention auprès d'A. Carrel:
"En mars 1941, j'appris son retour en France avec le Docteur Johnson, envoyé par le Président Roosevelt pour obtenir des autorités allemandes l'amélioration de la nutrition des enfants français. Après un bref séjour en Espagne, il arrivera à Vichy où je réussis à le joindre...
Je déclarais à Carrel qu'il était urgent d'étudier les causes de la défaillance française en portant les remèdes opportuns, ce qui était bien dans la ligne de la science de l'homme...
Carrel ne voulut pas m'entendre. Il avait repris une activité scientifique en Amérique. Sa place était retenue sur un "clipper" et il tenait à repartir avec Johnson. malgré mon insistance, je ne pus l'ébranler, mais je me proposais bien de l'entreprendre à nouveau à Paris où il devait venir voir Madame Carrel...
Finalement, Madame Carrel imagina de nous réunir à quatre dans l'île de St Gildas; elle-même, le Docteur, Dom Alexis Presse, Supérieur de l'Abbaye de Boquem qui avait une grande influence sur Carrel et moi-même. Nous convînmes tous trois que nous n'accepterions de quitter St Gildas qu'après l'avoir décidé. Entre temps nous avions pris contact avec les Docteurs Gros et Ménétrier qui connaissaient bien Carrel et abondaient dans notre sens...
Finalement, et de guerre lasse, il accepta à condition que le Gouvernement lui donnât les moyens de travail efficaces. Rentré à Paris, je prévins Gros et Ménétrier et nous prîmes les contacts nécessaires avec les personnes de notre connaissance au Gouvernement. C'est alors que fut envisagée la création de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains dont Carrel serait le Régent".

Ce témoignage recoupe celui du Dr Jacques Ménétrier, premier secrétaire général de la Fondation. Aux yeux de ce dernier, l'exemple de la médecine du travail qu'il avait lancée avec des hommes comme les Docteurs André Gros, René Barthe, Eck et que le Gouvernement allait reconnaître officiellement avait fait impression sur Alexis Carrel en lui révélant des possibilités d'action insoupçonnées. C'est à la suite de ces discussions et de ces rencontres que les premières démarches ont été effectuées auprès du Gouvernement de Vichy.

Ces témoignages illustrent le rôle primordial joué dans le lancement de la Fondation par un petit groupe d'hommes décidés et entreprenants. Jeunes encore -la plupart ont une trentaine d'années, ils sont médecins, médecins du travail, polytechniciens. Ils se connaissent pour avoir travaillé ou réfléchi ensemble dans le cadre de la médecine du travail naissante, ils ont même noué entre eux des liens d'amitié. Le Dr Jacques Ménétrier connait Lehideux. André Missenard prend contact avec Yves Bouthillier, secrétaire d'Etat aux finances, bref, ils mettent à profit les relations qu'ils peuvent avoir au Gouvernement pour obtenir des moyens et vaincre les résistances que rencontre le projet, notamment de la part des milieux médicaux. L'immense prestige d'Alexis Carrel n'est pas de trop pour emporter la décision du gouvernement.

La loi du 17 novembre 1941 crée et définit la Fondation "comme un établissement public de l'Etat, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière". Dirigé par un "Régent", la Fondation recevait une subvention inscrite au budget du secrétariat d'Etat à la Famille et à la Santé et d'un montant initial de 40 millions de francs (un franc par Français et par an).

Sans décrire dans le détail l'organisation de la Fondation[13], on rappelera seulement comme le fait le Dr Jean-Jacques Gillon que "l'unité opérationnelle de base était constituée par l'équipe. Initialement au nombre de seize, chacune d'elle était animée par un secrétaire général d'équipe.
Le Régent animait un Comité de Direction composé de six membres dont chacun était responsable en moyenne de trois équipes. Au Régent appartenait de fixer dans leurs grandes lignes et le cas échéant dans leurs détails les programmes de travail...
Il prescrivait la durée de leur exécution et l'ordre d'urgence de leur développement. Il lui revenait de trancher en cas d'incertitude d'attributions, entre départements et éventuellement services. Il dirigeait les modalités par lesquelles s'effectuait la synthèse des études poursuivies.

Dans la construction initiale, la Fondation était censée couvrir les domaines suivants: Biologie de lignée - Natalité - Développement de l'enfance - Développement de la jeunesse - Habitat - Nutrition - Biotypologie - Psychophysiologie - Travail - Economie rurale - Production - Sociologie - Economie - Finances - Droit - Assurances.
En dépit de la brièveté de son existence (environ trois années), force est de constater que des orientations différentes ont prévalu successivement à la Fondation.
Pendant la période de mise en route - du début de l'année 1942 à septembre 1942- les initiatives se multiplient sous l'impulsion du premier Secrétaire Général Jacques Ménétrier.
Les premières équipes se constituent sur le thème du Travail (équipe du Dr André Gros) et de la Nutrition (Dr Jean Sutter). Tant de problèmes matériels et humains doivent être réglés à la fois qu'il n'est pas possible d'échapper à une certaine improvisation.
Dès le début, la question du recrutement du personnel a soulevé des difficultés et révélé les contradictions de l'entreprise. En effet si Alexis Carrel avait souligné à plusieurs reprises la nécessité pour une institution scientifique de faire appel à des hommes de valeur -ajoutant que c'était là l'essentiel de sa tâche- les circonstances en décidèrent autrement. Que des centaines de milliers de Français soient prisonniers

[13] Du point de vue formel, l'organisation de la Fondation a été précisée par plusieurs textes successifs: la loi du 17 novembre 1941 créant la Fondation française pour l'étude des problèmes humains, la loi du 14 janvier 1942 approuvant les statuts et fixant la dotation initiale de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains, l'arrêté du 11 mars 1942 relatif au budget de la Fondation, le décret du 5 juillet 1942 fixant le statut du personnel et enfin la décision sur l'organisation intérieure de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains en date du 23 février 1943, décision prise à l'initiative du nouveau Secrétaire Général F. Perroux. Après la démission de F. Perroux, l'organisation de la Fondation sera précisée dans une note du Régent de février 1944.

limitait déjà les possibilités de choix. Mais de plus Alexis Carrel a exprimé dans sa correspondance des réserves et des doutes sur les qualités intrinsèques de la population française. En pratique il laissa faire, s'en remettant à ses proches collaborateurs. Au lieu d'une sélection rigoureuse, la cooptation s'imposa comme procédure normale d'entrée à la Fondation. On devine la suite. Les vrais scientifiques ne dépassèrent jamais de l'avis de Carrel lui-même deux douzaines de personnes.

La deuxième période -de septembre 1942 à décembre 1943- peut être appelée l'ère Perroux. En effet elle est dominée par la personnalité du nouveau secrétaire général, nommé en septembre 1942 en remplacement du Docteur Jacques Ménétrier. François Perroux, lyonnais, ancien fellow de la Fondation Rockefeller, professeur à la Faculté de Droit de Paris, veut mettre de l'ordre dans la maison. Son effort de rationalisation et d'organisation ne se limite pas au seul domaine de l'administration et de la gestion puisqu'il touche aussi les activités scientifiques et intellectuelles. Il fait adopter au début de 1943 un règlement intérieur et organise le travail des collaborateurs de la Fondation par le biais d'un dispositif d'ordres de mission. En outre le travail des équipes et de tous ceux qui coopèrent avec la Fondation devait donner lieu à la rédaction de fiches d'avancement destinées au Service de coordination.

Cette seconde période se conclut par une crise grave qui affecte l'édifice tout entier. A l'automne 1943, au retour d'un long séjour en Bretagne Alexis Carrel est alerté au sujet des transformations internes de la Fondation. François Perroux est accusé d'avoir pris le pouvoir et d'avoir voulu faire une Fondation Perroux. Affrontement inévitable de deux fortes personnalités? Opposition de deux conceptions de l'organisation du travail scientifique? Divergence d'appréciation de la situation nationale et internationale? Autant de facteurs qui s'entremêlent dans la démission et le départ de François Perroux suivi par plusieurs membres de son Département.

Commence alors la troisième période de l'existence officielle de la Fondation -du début de l'année 1944 jusqu'à la suspension du Régent par Pasteur Vallery-Radot le 21 août 1944. La Fondation est réorganisée, les Départements supprimés ce qui fait dire qu'elle s'est "démocratisée" et la coordination de l'ensemble des activités est confiée au Dr Jean-Jacques Gillon, nommé Chef du Service de Liaison. Pour lutter contre la dispersion des équipes et consa gr de nt é ls e t

Les projets qui voient le jour à la Libération ne se comprennent que si on les replace

compliqué. C'est essentiel si l'on veut sortir des désordres du passé. Le Centre est parfaitement outillé pour assurer toutes les liaisons nécessaires et aider en particulier l'effort colonial. Si l'on veut d'autres liaisons, le Centre est mieux que quiconque à même de le provoquer.

L'intervention du CNRS auprès du gouvernement fut, semble-t-il, suivie d'effet puisque quelques jours plus tard, une circulaire sur la coordination des recherches scientifiques en date du 16 mars 1942 et signée par l'Amiral de la Flotte, ministre, vice-président du Conseil, François Darlan, et adressée à messieurs les ministres et secrétaires d'Etat réaffirmait la vocation du CNRS à coordonner "les recherches de science pure ou appliquée" et soumettait toute nouvelle création de centre de recherche à son autorisation préalable.

Si l'objectif de cette circulaire n'était pas d'empêcher la création de nouveaux organismes de recherche -ainsi fut par exemple créé, le 11 octobre 1943, l'Office de la recherche scientifique coloniale, futur ORSTOM-, elle n'en manifeste pas moins clairement quelques-uns des enjeux liés à l'organisation de la recherche scientifique en France. Toutefois, les liens qui unissaient personnellement Charles Jacob et Félix-André Missenard -les deux hommes se connaissaient pour avoir appartenu au Centre national de la recherche appliquée- empêchèrent que la dégradation des relations entre le CNRS et la Fondation se poursuive et conduise à une véritable rupture. Au lieu de coopérer les deux organismes s'ignorèrent presque totalement.

Au mois de septembre 1944 un premier projet d'institution destinée à remplacer la Fondation est présenté par Pierre Girard, directeur de l'Institut de biologie physico-chimique, François Perroux et Serge Tchakhotine à plusieurs personnalités scientifiques. A Robert Debré et à Pasteur Vallery-Radot, conseiller auprès du ministre ou la Santé Publique François Billoux, au Dr Tréfouel, directeur de l'Institut Pasteur, à Fréderic Joliot-Curie, directeur du CNRS aussi qu'à Henri Piéron il est demandé de faire connaître leur avis et leur opinion sur l'organisation d'une "Fondation de synthèse des sciences de l'homme".

Après avoir dénoncé dans la Fondation française pour l'étude des problèmes humains "un organisme pseudo-scientifique" les auteurs du projet assigneront à la nouvelle Fondation un but dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'était guère nouveau ou original:
"2. (Son) but est de faire progresser l'étude des sciences de l'homme dont le retard par rapport aux conquêtes des sciences exactes et de la technique est notoire". A la lecture des "Principes généraux pour l'organisation de la Fondation française de synthèse des sciences de l'homme" le caractère vague et général du projet saute aux yeux.
"3. L'homme et son comportement individuel et collectif étant le facteur essentiel de la culture humaine, il importe d'être renseigné à fond sur les lois qui régissent son activité.
4. Il est évident que toutes les formes de l'activité humaine y compris les forces économiques, politiques et juridiques sont réglées par des lois qui restent à découvrir et à formuler.
5. C'est pourquoi la FFSSH se propose de refondre ces disciplines de vie collective en tirant de la biologie appliquée à l'homme les enseignements qui s'imposent...

Il était prévu de créer des "Instituts d'Etude dans les diverses branches des Sciences de l'homme" et notamment.
"a) (un) groupe d'organisation générale
b) (un) groupe de recherches biologiques
c) (un)groupe de psychologie
d) (un) groupe de sociologie
e) (un) groupe de sciences appliquées"
Tout indique en réalité que le but visé était la prise de contrôle de la Fondation Carrel, fondation qui serait maintenue. "Sous un titre ou un autre" comme le dit Henri Piéron dans une lettre à Pierre Girard du 29 septembre 1944.

Pendant ce temps, à l'intérieur de la Fondation la diminution des effectifs s'accompagne d'une restructuration partielle des équipes. Le 2 février 1945, le comité de direction décide que les trois équipes s'occupant des problèmes de l'enfance et de l'adolescence: "la mère et l'enfant", "l'enfant scolaire" et "le développement de l'adolescence" ne formeraient plus qu'une seule équipe sous la direction du docteur Jean- Jacques Gillon. La sous-équipe "Démographie" dont le responsable est Paul Vincent a cessé de dépendre de l'équipe "population" pour être rattachée directement à celle de Jean Stoetzel.

Ensuite au printemps 1945, se constitue un syndicat du personnel régi par la loi de 1884 et qui regroupe soixante-douze membres de la Fondation. A la suite des élections du conseil d'administration, le conseil syndical de la Fondation est mis en place. Même si le syndicat ne pose pas d'emblée à la direction le problème de l'avenir de la Fondation, il manifeste par son existence même un attachement à l'institution qui ne pouvait être complètement ignoré des pouvoirs publics.

Enfin, les responsables de la Fondation, principalement le docteur André Gros, le docteur Jean-Jacques Gillon et Roger Petit vont s'efforcer d'assurer la survie de l'institution en multipliant les démarches et les interventions auprès du ministre de la Santé et des successeurs potentiels d'Alexis Carrel.

Le 31 Janvier 1945 le Secrétaire Général de la Fondation Roger Peltier propose au ministre de la Santé Publique de créer un "Institut français de l'Homme et de la Population" afin dit-il "d'assurer le reclassement de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains dans le cadre de la légalité républicaine".
Le projet se décret qui accompagnait la lettre de Roger Peltier reprenait en tous points le schéma de la Fondation tel qu'il avait mis en place au début de 1944 (Comité de Direction Scientifique, Conseil d'administration, Haut Conseil Technique, Chef du service de liaison, Secrétaire Général).

Quant à l'exposé des motifs du projet de création de l'Institut il insistait sur la nécessité "d'améliorer", l'état de la population par le recours à "l'eudémogénique" (eugénique de la population).
Comment le Gouvernement allait-il réagir? Son embarras est grand. S'il est plein de suspicion à l'égard d'une institution accusée de collaboration, il ne peut, comme l'a rappelé Alfred Sauvy, mettre au chômage des fonctionnaires ni ignorer les problèmes de population dont s'est occupée la Fondation et qui font l'objet d'un consensus, aussi réel que limité, entre gaullistes et communistes.

Un représentant du Parti communiste français, Alfred Costes, a pris contact à la Libération avec la Fondation et, à la suite d'un entretien avec le docteur Jean-Jacques Gillon a compris l'intérêt de l'institution. Par ailleurs, le docteur Roumillac a pu intervenir auprès d'Ambroise Croizat. Au printemps 1945, le principe de continuité est acquis si l'on en croit la déclaration faite par le ministre de la santé communiste, François Billoux, lors des journées du Centre national de coordination des activités familiales les 6,7 et 8 avril 1945, en présence de plusieurs membres de la Fondation. Celle-ci, représentée par le docteur Jean-Jacques Gillon, chef du service de liaison, avait été invitée par le docteur Monsaingeon, président du Centre et membre du comité de contrôle de la Fondation.

Que plusieurs membres de la Fondation aient pris la parole devant un ministre communiste doit être souligné et atteste en tout cas que l'on n'en était plus au rejet ou à la condamnation pure et simple. C'est ainsi que le docteur Bridgman, de l'équipe "garantie individuelle et collective", fit un exposé sur le thème "Une politique de santé à la campagne", M. Coutin, de l'équipe "Vie rurale, sur "L'émigration et l'installation de jeunes paysans"; Mlle Le Carpentier, de l'équipe "Enfance et adolescence" prit la parole sur le thème "Le service familial des jeunes filles". M. Bertier, conseiller technique à la Fondation, participa aussi aux travaux.

On retiendra surtout la conclusion de ces journées telle qu'elle est mentionnée dans le Bulletin intérieur n°2: "Le congrès se termina par une improvisation de monsieur Billoux qui précisa tout d'abord que le gouvernement n'avait pas prétendu faire une oeuvre intangible. Il décrivit en outre l'architecture nouvelle du ministère de la Santé qui comporte à côté des secteurs santé et protection et entraide sociale un secteur plus "humain" confié à M. Sauvy.
"De même qu'un Institut national d'hygiène, nous devrions avoir un Institut national d'études démographiques qui rappelle chaque matin à tous les Français que nous avons besoin d'autres Français pour continuer la France, qui pratique une politique raisonnée d'immigration, ou à tout le moins d'assimilation progressive d'éléments immigrés".

Alfred Sauvy a donné sa version des circonstances qui devaient le conduire à prendre la direction de l'INED. On retiendra qu'après avoir été nommé, au début d'avril 1945, secrétaire général à la Famille et à la Population, il s'était retrouvé sans poste le 10 octobre de la même année à la suite de la suppression par François Billoux du Secrétariat général à la Famille et à la Population. Bien que le Secrétariat général ait été rétabli quelque temps après à la faveur d'un remaniement du gouvernement, Alfred Sauvy n'était plus candidat mais, de ce fait, devait trouver un nouveau point de chute.

Ce qu'Alfred Sauvy ne précise pas c'est que plusieurs autres noms avaient circulé pour prendre la suite de la Fondation. Citons, au moins, ceux de Camill

particulier la création d'un Centre de la mère et de l'enfant. Le docteur Robert Gessain avait vainement tenté d'organiser une rencontre avec Alexis Carrel. Par contre, à la Libération, la position du professeur Robert Debré était devenue d'autant plus forte que l'on connaissait les liens de son fils Michel avec le général De Gaulle. Robert Debré pesa de tout son poids pour que l'héritage de la Fondation ne soit pas perdu. L'organisme étant jugé trop lourd, il fut décidé de le scinder et de confier à un Institut national d'études démographiques l'ensemble principalement constitué par l'équipe "Biologie de la lignée, population" (Dr Gessain, Paul Vincent) et l'équipe "Psychologie sociale" (Jean Stoetzel).

Parallélement, les responsables de la Fondation élaboraient des plans et des perspectives d'avenir. Dans une note du 11 juillet 1945, le docteur Jean-Jacques Gillon avait esquissé un projet d'organisation interne du futur institut. Six sections différentes étaient prévues:

1. La section de la population était chargée d'étudier la population de la France (groupes français et groupes étrangers) suivant les méthodes que l'ethnologie, l'anthropologie et les autres sciences humaines mettent à notre disposition dans leur état d'avancement, et ne devait pas négliger de rassembler "certains éléments que ne peut atteindre la démographie quantitative".
2. La section de psychologie sociale et de démographie quantitative "aura la responsabilité de l'exécution des enquêtes par sondage", effectuera en démographie quantitative des recherches propres, tout en assurant la documentation nécessaire en cette matière aux travaux des autres équipes.
3. La section d'études économiques, juridiques et législatives était chargée d'étudier "les mesures économiques, juridiques et législatives ayant un rapport direct avec les problèmes de population et de famille".
4. La section de la mère et de l'enfant devrait réunir la documentation propre à fournir aux divers mouvements familiaux, aux oeuvres d'enfance, aux ministères, les informations (la base technique) dans le but de faciliter le travail de la mère, d'assurer son éducation, d'améliorer les conditions de la naissance et du développement de l'enfe

L'INED accueillit au titre de personnel chercheur venant de la Fondation: Mme Hélène Bergues; Mme Arlette Cailar; Louis Chevalier; Jean Daric; Maurice Daumas; Mme Madeleine Doré; Jacques Doublet; Alain Girard; Robert Gessain; Simone Lefèvbre; Jean Stoetzel; Jean Sutter; Paul Vincent; Quand au personnel technique et administratif venant de la Fondation, Alain Girard en a dressé dans son "Histoire de l'INED" la liste suivante: Roger Peltier, Secrétaire Général, François Bouillaguet, Mme J. Chevallier, Mme B. Daniel, Roger Forestier-Guillet, Philippe Galland, Mme J. Gelly, Mme F. Gouasdoué, Marcel Grandblaise, Mme S. Grégoire, J.C. Langlois de Prailles, Andrée Laplace, Jacques Masse, Mme Nicole Rigaux, Jacques Voranger.

Au moment où se créait l'INED le CNRS exprimait de son côté sa volonté de reprendre l'héritage de la Fondation avec ce projet de Centre d'Etudes Scientifiques de l'Homme qui voit le jour en 1945. Sans doute à l'automne 1944, une commission d'études composée de MM. Wallon, Teissier, Grassé, Laugier et présidé par Fréderic Joliot-Curie avait elle été chargée de "fournir des suggestions au sujet des problèmes que pose la Fondation pour l'étude des problèmes humains". Très vite l'accord se fit sur la reconnaissance de la science de l'homme comme "science fondamentale de toute l'organisation sociale" qui "comporte des applications à la santé publique, à l'hygiène préventive, à l'éducation nationale, à l'organisation du travail, à l'eugénique, aux problèmes de population nationaux et internationaux etc..."
La conséquence, on la devine:
"Les membres de la Comission sont donc d'accord pour que la Fondation soit conservée, autonome et largement dotée".
A condition d'être réorganisée et en particulier de "limiter son ambition à la recherche pure ou appliquée dans le domaine des sciences de l'homme ce qui voulait dire renoncer à appliquer les résultats de la recherche à l'activité de la nation, la Fondation qui s'appellerait "Centre d'Etudes et de recherches sur les Problèmes Humains" serait rattachée au Centre National de la Recherche Scientifique, "le Ministère de la Santé Publique déléguant un représentant effectivement directeur actif et non pas observateur seulement dans son Comité Directeur".

Les domaines et les thèmes de recherche prévus étaient les suivants : physiologie du travail et psychologie clinique, transmission héréditaire des caractères et influence du milieu humain et biotypologie; types humains, tempéraments, prédispositions; orientation et sélection professionnelle; hygiène mentale, prophylaxie criminelle, délinquance; croissance, sénescence, âge physique et mental, activité

aptitudes etldes caractères suivant l'âge, le milieu social, les antécédents biologiques et pathologiques; problème de psychologie sociale, recherches médicales et statistiques sur les problèmes de population; recherches sur la nutrition en France et dans l'Empire.

Le Comité Directeur comprenait MM. Henri Wallon, Henri Laugier, Henri Piéron aussi qu'un représentant du Ministère de la Santé Publique et "un secrétaire Directeur général assurant l'exécution des recherches et la marche générale de Centre" (M. Bugnard).
Un autre document concernant la création du Centre d'Etudes Scientifiques de l'homme etl daté du 15 octobre 1945 mentionne les quatres directions principales

2) Direction de biométrie humaine (professeur H. Laugier)
3) Direction d'orientation professionnelle et de pédagogie (professeur Wallon)
4) Direction de biologie humaine (Professeur C. Soula).
Après une nouvelle réunion le 22 novembre 1945 consacrée à l'adoption de ce projet de budget (de 9 830 000 F) et aux questions de locaux, le Centre d'Etudes Scientifique de l'Homme était crée par arrêté le 4 décembre 1945. Toutefois cette création devait rester en pratique lettre morte: le Centre d'Etudes Scientifiques de l'Homme n'existera en fait que sur le papier!

A la Libération l'accord politique conclu au plan national sur les problèmes de population l'emporte sur la volonté du CNRS de reprendre l'héritage de la Fondation. Se substituant de plein droit à la Fondation française pour l'étude des problèmes humains (article 8 de l'ordonnance du 24 octobre 1945) l'Institut national d'études démographiques reprendra ses objectifs, ses missions, ses hommes et se méthodes. Comme la Fondation l'INED est un institut de recherche "chargé d'étudier les problèmes démographiques sous tous leurs aspects" ainsi que "tous les moyens matériels et moraux susceptibles de contribuer à l'accroissement quantitatif et à l'amélioration qualitative de la population". A l'instar de la Fondation le premier INED -celui d'Alfred Sauvy- se caractérise par la diversité des origines intellectuelles de ses membres qui apparaît au sommaire des deux premières années de la revue Population, revue officielle de l'Institut dont la création a été la première décision d'Alfred Sauvy: quatre polytechniciens comme le directeur, Paul Vincent, Jean Bourgeois-Pichat, Sully Lederman, Louis Henry; deux normaliens agrégés, le philosophe et psychologue social Jean Stoetzel et l'historien Louis Chevalier, un juriste Jacques Doublet, deux médecins l'un anthropologue Robert Gessain, l'autre ayant poursuivi des études de sciences, Jean Sutter, un ingénieur du travail Jean Daric, deux économistes Georges Letinier, Bernard Quillon, un littéraire Alain Girard. Enfin l'INED fera sien les orientations de la Fondation: absence de doctrine préalable, démarche expérimentale, multidisciplinarité, production de connaissances et service du pays. Fort de ces principes l'INED ne se contentera pas de développer la démographie car la démographie y a été toujours comprise comme allant au delà de la pure démographie quantitative mais débordera largement le champ de la discipline. Alors que ni le CNRS ni l'Université ne seront en mesure d'apporter de réponses satisfaisantes aux demandes des pouvoirs publics l'INED réalisera quelques uns des travaux majeurs de sociologie sur la société française contemporaine que ce soit sur l'orientation ou la sélection des enfants d'âge scolaire, la vieillesse, la mobilité sociale, la réussite sociale, la famille, le mariage, le divorce.[15]

---

[15] On retiendra notemment les titres suivants :
- Population et l'enseignement, Introduction d'Alain GIRARD, PUF, 1970.
- Jean DARIC, "Vieillissement de la population et prolongation de la vie active", Cahiers de l'INED, n° 7, 1948, 208 p.
- Alain GIRARD, "La réussite sociale en France. Ses caractères, ses lois, ses effets.", Cahiers de l'INED, n° 38, 1961, 356 p;
- Alain GIRARD, "Le choix du conjoint. Une enquête psycho-sociologique en France.", Cahiers de l'INED, n° 70, 1980, 3ème édition.
- Louis ROUSSEL, Le mariage dans la société française contemporaine, 1975, 408 p.
- Anne BOIGEOL, Jacques COMMAILLE, Marie-Laurence LAMY, Alain MONNIER et Louis ROUSSEL, "Le divorce et les Français. 1 Enquête d'opinion", Cahiers de l'INED, n° 69, 1974, 194 p. ; Louis ROUSSEL, Jacques COMMAILLE, Anna BOIGEOL, Marie-France VALETAS, "Le divorce et les Français. 2 L'expérience des

Drouard (Alain). "Les trois âges de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains", Population, 6, 1983, p. 1017-1048.

Drouard (Alain). Alexis Carrel et la Fondation française pour l'étude des problèmes humains, Thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris IV, 1989, 3 volumes, 1130 p.

Fabre-Luce (Alfred). Journal de France, 1939-1944, Genéve, Ed. du Cheval ailé, 1946, 2 vol., 661 p.

Gillon (Dr Jean-Jacques). "La Fondation française pour l'étude des problèmes humains" in : Sciences et théorie de l'opinion publique-, Hommage à Jean Stoetzel., Actualités des Sciences Humaines, Retz, 1981, 316 p.

Lindbergh (Charles A.). Journal du temps de guerre, Paris, A. Michel, 1973, 538 p.

Sauvy (Alfred). "Politique de la famille et études démographiques depuis un demi siècle", Economie et humanisme, 251, Janvier-février 1980, p. 27-33.

Soupault (Dr Robert). Alexis Carrel, Paris, Les Sept couleurs, 1972, 297 p.